



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 15/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Syndicat Centre Hérault**

Route de Canet  
34800 Aspiran

Références : 2025-H2-052  
Code AIOT : 0018300581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'astreinte de la DREAL a été informé d'un départ d'incendie le 24 juin 2025. L'inspection qui s'est déroulée le 26 juin 2025 visait à investiguer sur les causes potentielles, les conséquences de l'incendie ainsi que les mesures prises par l'exploitant. L'exploitant a informé la DREAL d'un second événement survenu le 10 juillet 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat Centre Hérault
- Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont
- Code AIOT : 0018300581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Soumont est exploitée depuis 1987, d'abord par le SICTOM du Lodévois puis depuis 1999 par le Syndicat Centre Hérault (SCH). Le site accueille les ordures ménagères résiduelles et les autres déchets ultimes acheminés depuis le centre de tri de la SPL OEKOMED à Saint-Thibéry.

L'exploitation du site est exercée sous couvert de l'autorisation de l'arrêté préfectoral n° 2022-12-DRCL-0523 du 30 décembre 2022. Les capacités maximales annuelles de stockage des déchets autorisées sont dégressives, de 36 000 tonnes en 2022 à 14 000 tonnes par an en 2031 correspondant à la date de fin d'exploitation.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 7.2.4	Demande d'action corrective	15 jours
4	Prévention du risque	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 11/07/2025, article R.512-69	Sans objet
2	Moyens d'interventions	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 7.6.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que bien que l'incendie ait été maîtrisé, dans des délais raisonnables et sans conséquence sur l'environnement du site, la récurrence des événements sur le site de Soumont et plus largement sur les installations de traitement de déchets du département de l'Hérault, justifie la nécessité de renforcer les prescriptions applicables au site en période de fortes chaleurs.

En effet, l'accidentologie des installations de traitement de déchets connaît une tendance à la hausse depuis quelques années, en particulier lors des épisodes de fortes chaleurs, le retour d'expérience montre que l'origine de ces incendies est souvent liée à la présence de déchets non

conformes issus de défauts de tri.

Un arrêté de prescriptions complémentaires fixant les préconisations du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels ( BARPI) dans le document intitulé Flash ARIA - Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux et fortes chaleurs, est proposé en annexe du présent rapport. Ces dispositions imposent notamment de :

- renforcer les procédures de contrôle à l'arrivée des déchets sur le site autant que possible ;
- procéder au compactage efficace des déchets en portant une attention particulière aux déchets secs et aux zones difficiles à compacter (talus, flancs) ;
- procéder à un recouvrement efficace des déchets ( pas de déchets apparents) par des matériaux inertes à une fréquence plus importante que celle suivie habituellement en portant une attention particulière aux zones difficiles ( flancs, talus...), cette fréquence devra être journalière lorsque des alertes météorologiques de canicule sont émises par les bulletins de Vigilance de Météo-France ;
- réduire la surface d'exploitation le plus possible;
- procéder au broyage des déchets imposants avant mise dans le casier ;
- suspendre les travaux de tranchées dans les casiers et les reporter ultérieurement ;
- veiller au maintien du débroussaillage et à l'entretien des abords du site afin d'éviter toute propagation d'un feu de broussailles ;
- prévoir la mise en place d'une organisation dédiée qui doit être activée dès qu'un seuil préalablement défini de température est annoncé et dès qu'une alerte météorologique canicule est émise par les bulletins de Vigilance de Météo-France, cette organisation doit prévoir une surveillance du site accrue notamment par la mise en place :
  - de ronde effectuée de façon régulière permettant la vérification du fonctionnement des moyens de prévention et la détection précoce en périodes non-ouvrés
  - de vérification régulière des moyens de protection et de lutte contre l'incendie

Par ailleurs, sous quinze jours, l'exploitant devra fournir un plan de défense incendie conformes aux exigences de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Ce document devra être transmis aux services d'incendie et de secours et mis à disposition à l'entrée du site. De plus, sous un délai de quinze jours, l'exploitant doit mettre en place des actions correctives afin de garantir un débroussaillage efficace et de s'assurer de son maintien sur une bande de 50 m autour de la zone de stockage lors des périodes de danger exceptionnel d'incendie de forêt du secteur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendies
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les

personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'astreinte de la DREAL a été informé le 24 juin 2025, d'un incendie en cours sur le site de l'ISDND. L'exploitant a informé du déroulé de l'incendie, le même jour puis a transmis un rapport de notification d'accident le 26 juin 2025 à la suite de l'inspection.

Il ressort des investigations menées lors de l'inspection, les éléments suivants :

- Le départ de feu s'est déclaré à 2h50 sur une zone couverte non exploitée depuis plusieurs semaines au niveau de la rupture de la pente. Le plan topographique, la photo aérienne du casier lors de son aménagement (mise en place barrière active) et les constats de l'inspection permettent d'identifier que la zone impactée est éloignée des barrières de sécurité passive et active du casier, et du réseau de récupération du biogaz.

- Le système d'alerte associé à la détection de l'incendie par caméra thermique n'a pas fonctionné. L'astreinte du Syndicat Centre Hérault (SCH) a été informé par le maire de Soumont. L'exploitant précise que le dysfonctionnement du report d'alarme a été causé par un mauvais paramétrage du logiciel, effectué manuellement afin de le rendre opérationnel uniquement pendant les périodes non ouvrés, en raison d'un mauvais paramétrage logiciel du système d'alerte incendie.

L'hypothèse émise par l'exploitant, quant à l'origine de ce départ de feu, après l'analyse des images et de la cinétique de l'événement est l'emballement thermique d'une batterie au lithium ayant conduit à une explosion.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par courriel du 11 juillet 2025, d'un second départ de feu survenu le 10 juillet 2025 à 17h15. La fiche de notification transmise précise les éléments suivants :

*"La faible durée de l'évènement (1h45 heure) et la faible surface impliquée sur la zone d'exploitation (200m<sup>2</sup>) permettent d'affirmer l'absence d'impact environnemental significatif. De plus, les eaux utilisées pour le refroidissement de la zone se sont infiltrées dans le casier et seront donc traitées conjointement avec les lixiviats habituels du site. Aucun aménagement ou matériel du site n'a été endommagé par le sinistre, qui s'est déroulé à distance des structures sensibles du casier (étanchéité). Seul les filets du système anti-envol de proximité ont été brûlés. Un contrôle interne a été effectué pour assurer la bonne étanchéité du réseau de captation des biogaz se trouvant au-dessus de la zone impactée (visuel + vérification de l'absence d'oxygène dans le réseau qui serait indicateur d'une fuite). Ce contrôle sera renforcé dès que possible par l'intervention d'un contrôle extérieur."*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Il a été demandé à l'exploitant par courriel du 11 juillet 2025 de mettre en place de façon urgente une surveillance accrue du site et de la zone impactée par l'incendie du 10 juillet 2025 au moyen notamment de ronde effectuée de façon régulière avec caméra thermique portative ou tout autre système permettant la détection précoce d'une reprise.</p> <p>Plus largement, compte-tenu de l'accidentologie du site, un projet de prescriptions complémentaires renforçant les précautions à prendre en périodes de fortes chaleurs selon les préconisations du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels BARPI dans le document intitulé Flash ARIA - Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux et fortes chaleurs, va être proposé à la signature de monsieur le préfet de l'Hérault.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Moyens d'interventions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 7.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée a minima des moyens de défense incendie suivant :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une caméra thermique surveille la zone d'exploitation en dehors des heures d'ouvertures du site ;</li> </ul> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les vidéos enregistrés lors de l'incendie du 24 juin 2025. La caméra thermique permet le déclenchement d'une alerte à partir de la détection d'une température fixé à 80°C.</p> <p>Le report d'alarme vers le personnel d'astreinte n'a pas été effectif en raison d'un mauvais paramétrage du logiciel du système d'alerte incendie. En effet, le logiciel est paramétré de telle sorte que le report d'alarme ne s'effectue que lors des périodes d'absence de personnel sur le site. Une erreur de réglage effectuée pour tenir compte des jours férié du mois de juin a désactivé le report d'alarme le jour de l'incendie.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir fait intervenir le prestataire de maintenance de l'équipement afin de revoir et simplifié les procédures associés à l'activation et à la désactivation du report d'alarme.</p> <p>La caméra thermique et le système d'alerte associé a correctement fonctionné lors de l'incendie du 10 juillet 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de garantir le bon paramétrage du report d'alarme et de fournir la procédure associée à sa désactivation lors des plages horaires de présence du personnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Prévention du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Opération de débroussaieement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les abords du site doivent être traités de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. Chaque année avant la saison sèche, le site sera débroussaillé sur une bande de 50 m autour de la zone de stockage . L'exploitant procède en outre, a minima lors des périodes de danger exceptionnel d'incendie de forêt du secteur, à une humidification des zones débroussaillées. Les modalités d'arrosage sont définies en liaison avec le chef de centre de secours principal de Lodève.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté, le jour de la visite, qu'une opération de débroussaillage était en cours. Les services d'incendie et de secours (SDIS) nous ont alertés, lors du départ de feu du 10 juillet 2025, sur l'insuffisance du débroussaillage, la végétation ayant repris sur certaines zones, exposant le périmètre à un risque de propagation au massif forestier adjacent. L'exploitant a précisé par courriel du 11 juillet que le débroussaillage a été effectué sur le site aux dates suivantes : l'entreprise Rouvier est intervenue du 24 juin 2025 au 02 juillet 2025, l'entreprise Cazorla est intervenue du 26 juin 2025 au 04 juillet 2025. Il indique également que des opérations complémentaires sont assurées régulièrement par un agent sur site. L'exploitant s'est engagé à prendre contact avec une entreprise pour planifier une nouvelle interventions sur les zones ayant repoussé. Par ailleurs, la zone d'exploitation est humidifiée pendant les heures de présence des agents au moyen de 3 asperseurs. Étant donné que les opérations de débroussaillage ont été réalisées jusqu'au 4 juillet et que le SDIS a indiqué le 10 juillet que celles-ci n'étaient pas suffisantes, l'inspection considère que les opérations de débroussaillage n'ont pas été suffisantes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de garantir un débroussaillage efficace et de s'assurer de son maintien sur une bande de 50 m autour de la zone de stockage lors des périodes de danger exceptionnel d'incendie de forêt du secteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Prévention du risque**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <div style="border: 1px solid black; height: 30px; width: 100%; margin-top: 10px;"></div>

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le :



- le document transmis au SDIS le 30/7/2024 pour l'accès au site et le plan des accès et équipements de sécurité incendie du site (vue aérienne prév SDIS),
- la procédure incendie,
- le mode opératoire à l'attention du personnel d'astreinte qui décrit notamment les actions à réaliser en cas de départ de feu.

L'ensemble de ces documents ne comportent pas tous les éléments attendus notamment les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées et la localisation des réseaux de collecte du biogaz.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un plan de défense contre l'incendie détaillant l'ensemble des éléments pré-cités devra être transmis à l'inspection des installations classées. Dans la mesure du possible, ce document doit être solidaire afin d'en faciliter l'utilisation. L'exploitant devra également justifier de sa mise à disposition à l'entrée du site et de sa transmission de ce document aux services d'incendie et de secours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours